

Nous savons que la gestion de la dette extérieure pose sans aucun doute le plus formidable des défis à de nombreux gouvernements d'Amérique latine. Nous savons que le seul moyen d'alléger ce fardeau qui accable l'Amérique latine passe par le genre de stabilisation et de croissance non inflationniste qui commence à se manifester au Brésil et en Argentine. Nous savons qu'avec une dette extérieure de -360 milliards \$US, qui augmente de jour en jour, l'hémisphère est assis sur une véritable bombe à retardement, qui menace non seulement la stabilité du système financier international, mais notre mode de vie lui-même.

Nous croyons au Nord que devant une telle situation, les crédateurs doivent faire preuve de souplesse quand vient le temps de renégocier et de refinancer les emprunts des États débiteurs. Nous savons qu'au Sud, la situation a exigé des mesures difficiles, draconiennes même, et de lourds sacrifices.

Puisqu'elles ont emprunté pour grandir, les nations en développement doivent maintenant avoir le droit de contribuer à l'économie internationale. Le Canada est fermement en faveur d'une approche souple et juste qui donnera aux États débiteurs amplement le temps de trouver des solutions raisonnables à ce problème. Puisqu'elles ont pris les mesures nécessaires pour réduire leur dette, les nations en développement doivent maintenant avoir le droit de commercer pour connaître un regain de croissance. C'est aussi simple et aussi complexe que cela, et c'est pourquoi nous avons donné notre appui à l'initiative Baker.

Et c'est une des raisons pour lesquelles nous attachons tous tellement d'importance aux négociations qui s'ouvrent aujourd'hui à Punta del Este. C'est la première fois que les signataires du GATT se réunissent dans un pays en développement, et le fait qu'ils aient choisi Punta del Este nous rappelle à tous le rôle important que joue l'Amérique latine dans le système commercial international. Nous sommes heureux que le Mexique y participe pour la première fois, et nous comptons sur lui pour apporter une vigueur nouvelle à la défense des intérêts de l'hémisphère dans les instances de cette organisation mondiale du commerce.